Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7301-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
Pôle Gestion publique
Service : DOMAINE
Adresse : SQUARE SAINT VICTOR – CS 50110
20291 BASTIA CEDEX

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Marie-Christine GARAGNON
Téléphone : 04 95 32 88 21
Courriel : marie-christine.garagnon@dgfip.finances.gouv.fr
lido 2018-1138V0276

A Bastia , le 23/10/2018

La Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute-Corse

à

Monsieur le Président de la Collectivité de Corse
22 Cours Grandval BP 215
20187 AJACCIO cedex 1

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

BIEN CONCERNÉ : COMMUNE DE **LAVATOGGIO**, EN BORDURE DE LA **RD71**, TERRAIN DE **279** M² FAISANT PARTIE DU DOMAINE PUBLIC
VALEUR VÉNALE ESTIMÉE : **16 740 €** (SEIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE EUROS)

1 – SERVICE CONSULTANT Collectivité de Corse
AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Christine COIFFARD GALEAZZI
2 – Date de consultation 02/10/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

régularisation d'un empiétement sur le Domaine public routier

4 – DESCRIPTION DU BIEN

A la sortie nord-ouest du village de Lavatoggio, avec une belle vue mer, un bâtiment à usage commercial (Restaurant) a installé ses accès privés et une partie de ses terrasses sur une bande de terrain plat faisant partie du domaine public routier

5 – URBANISME ET RÉSEAUX

carte communale - terrain situé en zone urbanisée et desservi par les réseaux, sur lequel les annexes aux constructions existantes sont installées

6–AVIS SUR LA VALEUR VENALE DES IMMEUBLES

Méthode par comparaison

- La valeur vénale de la parcelle de 279m² à détacher du Domaine public est estimée à 16 740 €

7– DURÉE DE VALIDITÉ

1 an

8– OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur locative actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Marie-Christine GARAGNON
Inspecteur des Finances Publiques